

À LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ (1) ...

À la demande de certains compagnons, tous les prisonniers politiques de la prison de Barcelone, adhérents de la *Confédération Nationale du Travail*, furent réunis le 9 mars 1932, pour entendre la lecture à haute voix de l'article d'Angel Pestaña, publié dans *Cultura libertaria*, daté du 4 de ce mois avec pour titre «*Ante una campana*»; tous décident à l'unanimité, d'en débattre.

Face à l'affirmation de Pestaña, citée dans l'article, le camarade Garcia Oliver demande la parole et donne un compte-rendu détaillé de l'information transcrite par lui-même puisque mandaté par le syndicat de l'industrie Manufacture et Textile de Barcelone lors d'une assemblée générale du Comité national de la Confédération dont Pestaña gère le secrétariat.

Le compagnon Garcia Oliver affirme concrètement: - *que le Comité national s'est réuni en soirée le 9 février et parmi l'assistance de divers délégués étaient présents Garcia Oliver et le secrétaire.*

Celui-ci lut les notes envoyées par les diverses régions, qui répondaient à une circulaire de la région d'Aragon, Rioja et Navarre qui demandait s'il était opportun de mener une grève générale à travers toute l'Espagne ou d'adopter un autre moyen pour empêcher les déportations annoncées par le gouvernement.

La première réponse lue fut celle de la région du Levant qui acceptait la grève générale pour empêcher les déportations.

La région galicienne, bien que très affaiblie par le dernier mouvement, s'engageait à faire son possible pour généraliser l'arrêt de travail avec l'objectif d'éviter les déportations.

La région asturienne approuvait la grève générale et ajouta que si le projet était retenu, il conviendrait pour que le mouvement soit le plus fort possible, et si le temps le permettait, de faire une campagne d'agitation.

La région d'Aragon, Rioja et Navarre affirme s'être réunie avec les contrées épargnées par le dernier mouvement, et s'engage à faire son possible pour que la grève s'étende.

La région du Centre émit l'idée que l'on pourrait peut-être éviter les déportations en envoyant une commission de la *Confédération Nationale du Travail* rencontrer le gouvernement et parallèlement à cette visite mener une grande campagne de protestation.

Pestaña enchaîna en disant qu'il manquait les réponses de Catalogne, d'Andalousie du Nord et des Baléares et ajouta: - *Avant-hier dimanche, j'ai envoyé une circulaire à toutes les Régions en leur disant que suite à cette consultation, nous nous mettrions ou pas en grève générale pour empêcher les déportations, il se trouve que la grande majorité des organisations régionales coïncident avec la nécessité de mener une grande campagne sans préjuger de la suite. Permettez-moi d'envoyer la circulaire en question, continua Pestaña, sans passer par le Comité national, car finalement ce n'est pas un cas de grande importance et cela nous permet de gagner du temps.*

(1) D'après «*L'écho des pas*» - Juan GARCÌA OLIVER - Éditions *Le Coquelicot* - 2014.

(2) Avant une campagne.

Le compagnon Garcia Oliver continue son information en disant: - *Pestaña a commis des fautes gravissimes.*

Premièrement: En décidant tout seul, arbitrairement et dictatorialement de surcroît au nom et avec le cachet du Comité national et dans son dos, d'un sujet d'une telle gravité a savoir trouver l'action qui empêcherait les déportations, l'attitude de Pestaña est une usurpation de fonction, dont la compétence revenait au Comité national ainsi qu'un abus de confiance en utilisant le cachet du Comité.

Deuxièmement: En répondant que la majorité des régions ne s'engageait pas dans une grève générale, mais pour une campagne de propagande, alors que dans les faits seule la région du Centre (sur cinq qui répondirent) ne se montra pas favorable à la grève générale, Pestaña envoya au Comité national des communiqués qui ne respectaient en rien ce qu'avaient exprimé les Régions.

Troisièmement: En répondant à la place du Comité national, et portant préjudice aux potentiels déportés, en rédigeant et envoyant des réponses, sans prendre la peine de demander la réponse au Comité régional de Catalogne résidant à Barcelone, ni sans attendre les avis d'Andalousie du Nord et des Baléares alors que la Catalogne et l'Andalousie sont les régions les plus puissantes et les plus affectées par les déportations. En envoyant séparément à chaque région la circulaire «*pas de grève générale*», Pestaña laisse supposer que la majorité s'est exprimé alors que plus de la moitié des effectifs de la Confédération ne l'a pas fait, et que parmi les cinq régions qui se sont exprimées, à l'exception d'une, toutes étaient favorables à la grève générale, cela représente une tromperie préméditée envers le prolétariat confédéral qui rendit impossible d'empêcher les déportations, d'autant plus que lorsque la circulaire avec la consigne «*pas de grève générale*» arriva dans les régions, ce fut deux jours après son envoi, soit le mardi en soirée, c'est-à-dire quatre ou cinq heures avant que le «*Buenos Aires*» quitte le port de Barcelone.

La précipitation du gouvernement à partir du lundi, juste un jour après l'envoi des circulaires de Pestaña, dans le départ du Buenos Aires mettait en évidence que le gouvernement ne craignait aucune protestation efficace de la part de la Confédération Nationale du Travail, on en déduit aussi que sans cette circulaire la sortie des déportés n'aurait pas eu lieu, comme le laisse entendre le fait que beaucoup de jours s'écoulèrent depuis le mouvement de Figols jusqu'à ce que de façon inespérée pour tout le monde, fut donné l'ordre de départ du bateau.

Le compagnon Garda Oliver ayant éclairci et concrétisé les critiques contre Pestaña, des compagnons demandent la parole.

Sanchez, de la Métallurgie, après s'être fait éclaircir certains points qu'il méconnaissait et sans cesse interrompu dans sa prise de parole, arrive néanmoins à dire que si tout ce qu'affirme Garcia Oliver est vrai il se joindrait à une pétition contre Pestaña. S'il s'avérait que les accusations consignées contre le secrétaire du Comité national ne soient pas fondées, il réclamerait alors une sanction contre Garcia Oliver, ce à quoi adhère Garcia Oliver.

Alcubierre et Picas prennent la parole pour appuyer les affirmations de Garcia Oliver contre Pestaña. Bilbao souligne la trahison de Pestaña qui, en formulant les statuts de l'Union Locale de Sociétés Ouvrières et de syndicats légalisés et en posant les jalons pour nous organiser comme l'actuelle Fédération du Port, forma la garde jaune de Primo de Rivera, avec ses Comités paritaires et s'accommodait de l'ambiance politique de la dictature qui assassinait, déportait, emprisonnait, et poursuivait bon nombre de camarades. Bilbao continue en disant que lors d'une réunion tenue dans la montagne de Santa Coloma, Pestaña s'imposa pour que l'idée de grève générale de protestation ne prenne pas corps, quoique fortement ressentie par le peuple. L'orateur poursuit en évoquant des accusations contre Pestaña et certains membres des «*Trente*» et finit en évoquant l'opposition entre les «*Trente*» et les camarades du journal «*El Luchador*» qui sont un exemple d'esprit subversif et d'honnêteté.

Le compagnon Eroles prend la parole pour dire que si tout ce qu'affirme Garda Oliver se révèle exact, cela suffit pour que tous les militants de la Confédération présents dans cette prison se réunissent par syndicats et transmettent à ces derniers des informations et des notes pour de futures résolutions, puisqu'étant prisonniers, ils ne pourront pas être présents et l'exprimer de vive voix. Le

compagnon Bilbao demande à ce qu'on exprime aux rédacteurs de l'hebdomadaire *El Luchador* toute notre sympathie.

À L'UNANIMITÉ et dans L'ACCLAMATION GÉNÉRALE, ON CONVIENT:

Premièrement: Demander l'expulsion d'Angel Pestaña du Comité national et de la confédération si les accusations de Garcia Oliver s'avèrent exactes, dans le cas contraire, appliquer cette sanction à Garcia Oliver lui-même.

Deuxièmement: Adhérer à la campagne d'assainissement du *El Luchador* et y coopérer.

Troisièmement: Ne tolérer aucune campagne que Pestaña ou un autre membre des *Trente* initieraient en faveur des prisonniers qu'ils dénigrent tant, presque autant que les autorités.

Quatrièmement: Prier la presse anarchiste et confédérale de reproduire cet écrit et transmettre une fervente accolade libertaire aux camarades déportés, traités d'idiots par Peirò, ainsi qu'à nos frères andalous, victimes de la réaction de cette terre esclave, et à tous les camarades qui endurent les persécutions et les injustices, avec le ferme souhait d'atteindre la Révolution libératrice.

Prison de Barcelone, 10 mars 1932.

Juan GARCÍA OLIVER
